



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
18 mai 2022

Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

ASSASSINAT D'UNE JOURNALISTE PALESTINIENNE : L'ÉTAT D'ISRAËL RESPONSABLE ET COUPABLE

La journaliste Shireen Abu Akleh, une figure connue dans tous les pays arabophones, a été abattue le 11 mai à Jénine lors d'un énième raid de l'armée israélienne dans cette ville pourtant située dans le territoire officiellement sous contrôle total de l'Autorité palestinienne. Journaliste, palestinienne et américaine, chrétienne née à Jérusalem, elle couvrait depuis 25 ans la situation du peuple palestinien et dénonçait régulièrement les crimes et exactions de l'armée israélienne. Une balle l'a atteinte à la tête alors qu'elle exerçait son métier.

Après son assassinat, le Premier ministre israélien annonçait que Shireen Abu Akleh avait sans doute été tuée par des tirs palestiniens. Face aux nombreux témoignages infirmant cette version, l'État d'Israël a parlé de mener l'enquête mais refuse une équipe d'investigation indépendante. Piètre mais habituelle façon de cacher sa responsabilité.

Nul besoin par contre d'une enquête pour être révolté par ce qui s'est passé lors des obsèques de Shireen : les images ont fait le tour du monde, où l'on voit les policiers de Jérusalem attaquer le cortège funéraire, manquant de faire tomber le cercueil au sol, afin d'arracher les drapeaux palestiniens qui l'entouraient. Tout un symbole.

L'art de fermer les yeux

Les réactions des pays alliés de l'État d'Israël sont on ne peut plus modérées. Ils ont chanté leurs couplets sur la liberté de la presse, mais aucun n'a condamné l'apartheid dont sont victimes les Palestiniens, ni la violence qu'ils subissent au quotidien.

Face aux images scandaleuses des violences policières sur le cortège funéraire, l'État français s'est dit « profondément choqué » et le secrétaire d'État américain « profondément troublé ». Que de profondeur ! Mais la préoccupation première de ces gens est de passer sous silence la réalité de la situation palestinienne. Et pour cause, le gouvernement israélien avait reçu notamment le soutien tonitruant de Trump à sa politique de colonisation de la Cisjordanie et d'expulsion des Palestiniens qui y vivent, soutien que Biden a repris à son compte.

Une politique d'expansion coloniale

Le meurtre de la journaliste n'est que le dernier

d'une longue série. Selon Reporters sans frontières, en quatre ans, au moins 144 journalistes palestiniens ont été victimes des violences des forces de l'ordre israéliennes dans les territoires occupés. Il s'agit pour le régime israélien d'empêcher que les exactions de son armée ne connaissent trop de publicité.

Le pouvoir favorise ouvertement les implantations « illégales » et « légales » de nouveaux colons dans les territoires occupés, rasant des villages entiers, emprisonnant chaque année des centaines de Palestiniens (4 500 actuellement). En 2021, l'ONG israélienne B'Tselem a recensé 313 morts dont 77 en Cisjordanie.

Sortir de l'état de guerre permanent

Les attentats récents à Jérusalem ont été le prétexte, pour le Premier ministre Naftali Bennett, à un appel à la population civile israélienne pour renforcer « les brigades des frontières ». Il s'appuie sur les forces les plus réactionnaires et racistes, pour augmenter la tension et faire pression non seulement sur les Palestiniens mais aussi sur les voix qui s'élèvent en Israël contre l'apartheid et l'oppression coloniale.

Cette politique ne peut mener qu'à une nouvelle catastrophe, pour le peuple palestinien d'abord, mais aussi pour les Juifs d'Israël qui ne gagneront pas la paix sur un champ de ruine. Pour mettre fin à ce cercle infernal, il faudra évidemment que les habitants de la région, quelles que soient leur origine et leur religion, se battent ensemble contre leurs propres gouvernements, et nous contre les nôtres pour que les puissances impérialistes occidentales (entre autres) cessent de soutenir et d'armer contre vents et marées un État qui utilise la violence et la ségrégation comme base de son régime.

Tendus comme des s...

On a tous reçus des mails nous indiquant si nos postes sont « en tension », « à l'équilibre » ou « sensibles ». Dans cette dernière catégorie – où se trouvent pas mal de techniciens – envoyer le mail à la poubelle provoque... la réception d'un deuxième mail pour répéter le précédent.

Les nerveux du clic devraient se détendre. Ce n'est pas en nous bombardant de mails qu'ils nous donneront plus envie de partir. Au contraire, même...

Inflation partout

La prime à la casse de nos postes que représente la somme proposée pour faire nos valises serait, paraît-il, en hausse. Ce n'est plus 25 000 mais 35 000 euros pour ceux et celles qui ont vingt ans de maison. Il y a dix ans, avant les lois Travail de Macron et Cie, PSA proposait 25 000 euros pour dix ans d'ancienneté.

Nous aussi, nos tarifs ont changé : on prend les 25 000 balles pour accepter... de rester.

CDI pour tous (ceux qui veulent)

Une bonne partie de nos camarades de travail en intérim sont déjà partis, victimes des aléas de la production. PSA saura se rappeler d'eux et elles quand il y aura à nouveau des heures à faire en pagaille. D'ici là, les actionnaires et la direction se contrefichent de comment ils paieront les factures...

Mais pour ceux qui restent, c'est à la fois le soulagement d'être encore là, et la crainte de rejoindre les autres au chômage. Puisqu'ils ne sont pas partis, c'est qu'on a besoin d'eux : la direction doit embaucher en CDI tous ceux et celles qui le souhaitent !

Nos salaires,

il faut les augmenter pas les baisser !

À Toyota Onnaing à côté de Valenciennes, le 6 mai, 200 salariés, de cette usine de 5 000 salariés qui produit la Yaris, ont débrayé pendant 2 heures. Ça a stoppé la production plusieurs heures. Pour les ouvriers, les primes baissent, les conditions de travail sont de pire en pire, la cadence a augmenté de 11 % en 3 mois et les salaires restent bas. Au moment où Toyota annonce un profit de 24,8 milliards, les ouvriers revendiquent 150 € d'augmentation.

Face à la colère, la direction a lâché une prime de 500 € pour fin mai. Ce n'est pas suffisant, et surtout il faut une augmentation du salaire tous les mois, pas

une prime exceptionnelle. Quelques heures après l'annonce de la direction, une centaine de salariés ont donc débrayé à nouveau, bloquant la production.

Renault Guyancourt : les salariés PEI en lutte

Depuis fin avril, la presque totalité des 130 salariés de PEI – un sous-traitant nettoyage du site Renault Guyancourt (78) – sont en lutte contre leur direction et celle de Renault qui a décidé de fermer le site tous les vendredis. Autant d'heures non travaillées, mais surtout non payées, pour des salariés, souvent immigrés, qui touchent difficilement plus que le SMIC...

Les directions de Renault et de PEI essaient de les empêcher de populariser leur mobilisation auprès des autres salariés du site, y compris en bloquant leur accès, ce qui est illégal. Bien décidés à diriger eux-mêmes leur lutte, ceux de PEI se sont organisés en élisant un comité d'organisation de la grève, pour gagner contre leurs patrons et ne pas subir de baisse de salaires.

Une grève à soutenir financièrement en versant à la caisse de grève via ce QR Code et en la propageant à d'autres secteurs !



L'inflation plus radicale que Mélenchon

Face à l'inflation galopante, sa promesse d'un Smic à 1 400 euros devenait ridicule. L'aspirant Premier ministre Mélenchon parle désormais de passer de 1 300 euros aujourd'hui à 1 500. De quoi reculer de quelques jours le seuil à partir duquel les travailleurs sont dans le rouge chaque mois... si Mélenchon, à supposer qu'il soit élu, tient parole.

Les 1 800 euros minimum dont on a besoin pour vivre, c'est par la lutte, et pas à coup de promesses électorales, qu'on a le plus de chances de les arracher.

**GRÂCE À ÉLISABETH BORNE,
LES PETITES FILLES
RÉVENT PLUS GRAND :**



L'Abou Dabi n'est pas dangereux pour les profits

À peine le cheikh Khalifa ben Zayed Al-Nahyane, émir-président des Émirats arabes unis, avait-il rendu l'âme, qu'Emmanuel Macron était déjà sur place. Il a immédiatement versé une larme pour sa famille et son « peuple », mais s'est surtout empressé de discuter gros sous. En décembre dernier, il avait supervisé de juteux contrats, dont la vente de 80 Rafale, et veut renforcer ce « partenariat » cher aux patrons français.

Du côté de la population, composée à 90 % de travailleurs migrants surexploités et maltraités, pas sûr que le monarque manque beaucoup.